

La Suisse a besoin d'une véritable stratégie migratoire

Dans la politique migratoire, les faits se mêlent aux peurs et à la propagande. On confond (délibérément) la libre circulation des personnes avec les réfugiés, l'immigration illégale, les accords de Schengen/Dublin, les contingents de travailleurs en provenance d'États tiers et la criminalité étrangère. La Suisse ne s'est toujours pas dotée d'une stratégie migratoire digne de ce nom. Cela requiert une approche descendante qui peine à se mettre en place dans un pays dirigé du bas vers le haut. Du fait de la démocratie directe, l'ensemble des concepts risquent, en outre, d'être constamment remis en question et chamboulés. Il est difficile de faire comprendre l'importance que revêt le travail en réseau ainsi qu'une coopération étroite entre les politiques étrangère, sécuritaire et économique. La politique migratoire souffre de cette situation.



Doris Fiala
Conseillère nationale, membre de la Délégation suisse auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, de la Commission de politique extérieure et de la Commission consultative de la coopération internationale au développement

Toutes les menaces qui pèsent actuellement sur la Suisse sont de dimension mondiale: pandémies, terrorisme, crime organisé, traite des êtres humains, changement climatique, flux migratoires et réfugiés. La seule manière d'écarter les risques actuels est d'intensifier la coopération internationale, surtout pas de la réduire. Aucun pays n'est une île, la Suisse pas plus que les autres.

Fortement tributaire de l'immigration

Les questions migratoires influencent aujourd'hui l'agenda politique mondial. Jamais encore l'humanité n'avait compté autant de migrants permanents. On estime que 300 millions de personnes vivent en dehors de leur pays. Ce phénomène nourrit la peur de la mondialisation. Les populistes, non seulement en Suisse, mais dans toute l'Europe, répondent de plus en plus à ces craintes en manifestant de l'aversion à l'égard des étrangers et en adoptant la tactique du hérisson. Les discours, parfois haineux, font largement abstraction des avantages de l'immigration pour se concentrer sur ses risques. Sachant que notre pays compte 23% d'étrangers, un taux supérieur à celui de pays traditionnels d'immigration comme les États-Unis ou le Canada, on doit admettre qu'il est urgent de favoriser l'intégration, d'informer à grande échelle et de mettre au point une stratégie migratoire efficace. La Suisse est fortement tributaire de la main-d'œuvre étrangère: l'industrie, le tourisme, le système de santé, le secteur du bâtiment et la science ont besoin de spécialistes que notre pays ne peut former et fournir en nombre suffisant. Même une offensive majeure dans le domaine de l'éducation et de la formation n'y suffirait pas, si nous voulons maintenir la force de notre économie et notre prospérité. Le vieillissement de la population – tant en Suisse que dans le reste de l'Europe – accentuera encore ces problèmes. À la longue, la libre circulation des personnes ne pourra plus constituer la seule réponse au manque de main-d'œuvre qualifiée. Tôt ou tard, nous devons inévitablement faire preuve de davantage de souplesse et de prudence dans la définition de notre politique relative aux États tiers.

Appréhender globalement le problème des réfugiés

Sur les quarante États de l'Afrique subsaharienne, environ 25 sont actuellement plongés dans des conflits armés. La corruption, la surpopulation, les retards criants en matière de formation, la pauvreté, les catastrophes climatiques et une société civile déficiente poussent chaque année quelque 3 millions de personnes à fuir leur pays et à partir pour l'Europe. Après des révoltes porteuses d'espoir, l'avenir de l'Afrique du Nord reste très incertain. Selon toute probabilité, l'afflux de réfugiés ira en s'intensifiant. Les frontières extérieures de l'espace Schengen sont déjà complètement surchargées. La Grèce, à elle seule, voit arriver chaque mois environ 30 000 réfugiés, alors qu'elle n'est pas en mesure de maîtriser sa propre crise économique et de résoudre ses problèmes.

Si la Suisse se cantonnait aux accords Schengen/Dublin sans déployer davantage d'aide – ce qui pourrait tout à fait se justifier –, elle s'exposerait à de sérieux problèmes. C'est uniquement en augmentant la coopération dans les domaines de la migration et de l'asile, et en renforçant l'aide sur le terrain, que nous pourrions trouver des réponses. Par conséquent, la coopération au développement ne doit pas être considérée simplement comme un «cadeau aux pauvres». C'est au contraire une urgente nécessité qui sert nos intérêts dans la mesure où nous voulons inciter les réfugiés potentiels à rester dans leur propre pays et à ne pas venir frapper à nos portes. Non seulement l'aide humanitaire de la Suisse repose sur une tradition, mais elle jouit aussi d'un grand respect à travers le monde. Les partenariats migratoires ouvrent des voies nouvelles et prometteuses. Il faudra accepter que notre aide soit conditionnée à des exigences de réadmission. En Suisse, la population n'admet pas une vision romantique des choses. Il s'agit d'en tenir compte, que cela nous plaise ou non. Un altruisme mal compris ne sert à personne. ■